



GOUVERNEMENT

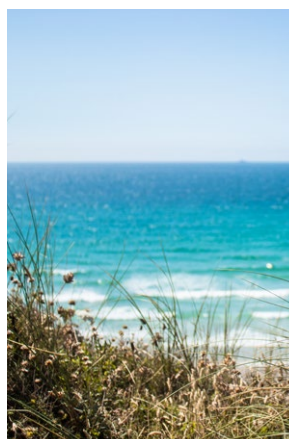
*Liberté
Égalité
Fraternité*



Direction générale des **Affaires maritimes,** de la **Pêche** et de l'**Aquaculture**



**UNE ADMINISTRATION CENTRALE
TOURNÉE VERS LE DÉVELOPPEMENT
DURABLE DES ACTIVITÉS MARITIMES
ET DU LITTORAL**



La direction générale soutient et anime une administration maritime de 2950 agents à Paris et sur le littoral, répartis sur toutes les façades de l'Hexagone et de l'outre-mer, au service des marins, armateurs, pêcheurs, industriels, ports, aquaculteurs, élus littoraux, plaisanciers et de la protection des ressources et milieux maritimes.





LA FRANCE, LE 2^e ESPACE
MARITIME AU MONDE
AVEC PLUS DE

11
MILLIONS DE KM²
ET UN LITTORAL DE
19 000
KILOMÈTRES



24

MILLIONS DE KM²
SOUS LA COORDINATION
DES CROSS POUR LE
SAUVETAGE MARITIME



400 000

EMPLOIS DANS DES
SECTEURS VARIÉS (PÊCHE,
COMMERCE, PLAISANCE,
TOURISME ET SERVICES...)

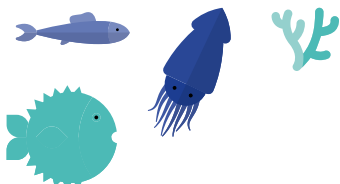
90 %

DES MARCHANDISES
TRANSITENT
PAR VOIE MARITIME



SEULES
10 %

DES ESPÈCES MARINES
SONT AUJOURD'HUI
CONNUES



LA FRANCE
EST LE DEUXIÈME
PRODUCTEUR
EUROPÉEN POUR
L'AQUACULTURE, ET
LE TROISIÈME POUR
LA PÊCHE



30 %

DU CARBONE ISSU DES
ACTIVITÉS HUMAINES EST
ABSORBÉ PAR LES OCÉANS

PÊCHE ET AQUACULTURE DURABLE

La pêche et l'aquaculture sont deux secteurs dont le poids économique est essentiel à l'échelle des territoires notamment en termes d'emploi. Depuis 1982, les politiques publiques dans le secteur de la pêche et de l'aquaculture sont intégrées dans une politique commune de la pêche à l'échelle de l'Union européenne.



AQUACULTURE ET ÉCONOMIE DES PÊCHES, SOUTIEN AUX FILIÈRES

- ~ Structurer les filières amont/aval (commercialisation, transformation).
- ~ Gérer la politique d'aide aux entreprises de pêche et d'aquaculture, et l'intervention face aux crises.
- ~ Mettre en place la réglementation des activités de la pêche et les activités aquacoles.
- ~ Piloter le Fonds européen affaires maritimes, pêches et aquaculture (Feampa).

Pêche

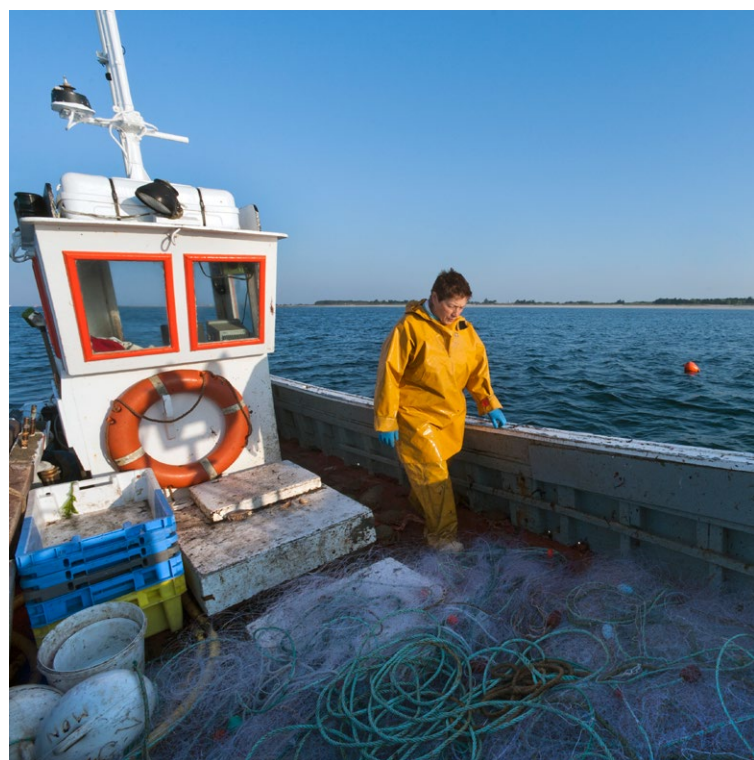
1,2 milliard d'euros
de chiffre d'affaires

Pisciculture

180 millions d'euros
de chiffre d'affaires

Conchyliculture

900 millions d'euros
de chiffre d'affaires



RESSOURCES HALIEUTIQUES, UN OBJECTIF DE GESTION DURABLE ET RESPONSABLE

- ~ Piloter la gestion durable des ressources halieutiques.
- ~ Négocier les droits de pêche dans le cadre européen et international.
- ~ Développer la connaissance des écosystèmes.
- ~ Lutter contre la pêche illégale, non déclarée et non réglementée.

6 034
navires de pêche

13 119
marins pêcheurs

1
centre national
de surveillance
des pêches maritimes
(CNSP) à Étel

60 %
des stocks sont gérés
de manière durable

FLOTTES ET EMPLOI MARITIMES

La mer a toujours été indissociable de la vie des hommes et des femmes, pour ses ressources alimentaires comme pour les échanges commerciaux. La formation aux métiers de la mer et l'accompagnement des gens de mer dans leur parcours professionnel représentent aujourd'hui des enjeux majeurs pour le développement d'une économie bleue durable, fondée sur des flottes décarbonées et sécurisées.



MARINS ET GENS DE MER, FEMMES ET HOMMES PORTEURS DE LA CROISSANCE BLEUE

- Suivre la vie professionnelle des marins : carrière, sécurité sociale, santé, etc.
- Assurer l'enseignement, la formation et la délivrance des titres professionnels maritimes grâce à une école d'enseignement supérieure maritime et 92 organismes privés de formation agréés par l'État.

36 000

titres de qualification
délivrés par an

2 900

élèves inscrits
dans les établissements
d'enseignement maritime

environ

40 000

marins actifs qui cotisent au
régime spécial de sécurité
sociale des marins du
commerce, de la pêche
et de la plaisance

46 000

visites médicales
au profit des gens de mer

SÉCURITÉ, TRANSITION ÉCOLOGIQUE DES NAVIRES

- Inspecter les navires professionnels français et les navires de commerce étrangers qui font escale dans les ports nationaux, via les centres de sécurité des navires (normes de sécurité, conditions de travail et de vie à bord, contrôles environnementaux).
- Mener la négociation internationale et la mise en œuvre des règles en matière de décarbonation des navires, de lutte contre les pollutions et de sécurité maritime.
- Accompagner l'innovation dans une perspective de transition écologique et énergétique des navires.

1 000

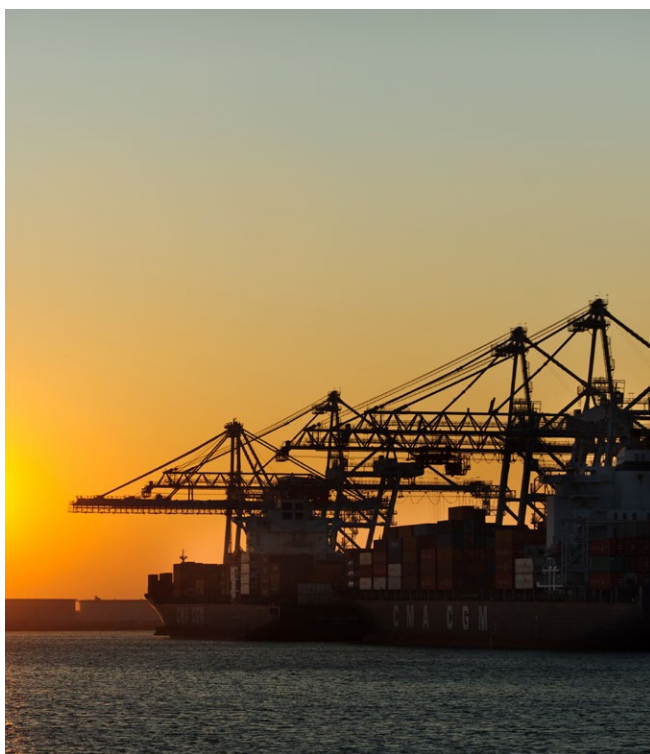
navires étrangers inspectés chaque année dans les ports français, dans le cadre de la lutte contre les navires qui ne respectent pas les normes internationales en matière de sécurité, sûreté, prévention de la pollution et de conditions de vie et de travail à bord

12 000

vérifications annuelles du niveau de sécurité et de conformité des navires français

600

contrôles des émissions de soufre dans les combustibles des navires



FLOTTE DE COMMERCE

- Accompagner et soutenir d'un point de vue économique les armateurs français en situation de forte concurrence internationale.
- Suivre les questions européennes et internationales du transport et des services maritimes.

424

navires sous pavillon sur les 5 registres nationaux du pavillon français

8,3

ans d'âge moyen pour la flotte de transport

ESPACES MARITIMES ET LITTORAUX

L'espace maritime et littoral français abrite un patrimoine naturel exceptionnel, il est aussi porteur de développement social et économique. Pour répondre à ces enjeux, la France a adopté une Stratégie nationale pour la mer et le littoral, qui définit une politique maritime ambitieuse visant à assurer l'attractivité du littoral dans une perspective de développement durable et d'amélioration de la prise en compte de l'ensemble de ses enjeux.



PLANIFICATION DE L'ESPACE MARITIME, CONCILIATION DES USAGES EN MER ET SUR LE LITTORAL

- Appuyer l'élaboration et la mise en œuvre de la stratégie nationale mer et littoral, et des stratégies maritimes métropolitaines et ultramarines.
- Assurer la promotion de l'économie bleue.
- Concilier les usages sur l'espace maritime et littoral.

70 000

citoyens connectés
sur la plateforme merlittoral2030

1

stratégie pour chaque façade maritime de l'Hexagone (Manche Est Mer du Nord, Nord Atlantique, Manche Ouest, Sud Atlantique, Méditerranée) et chaque bassin outre-mer

1

cadre d'accompagnement financier des projets des territoires

SAUVETAGE, NAVIGATION ET CONTRÔLE

- ~ La surveillance et le sauvetage en mer, grâce aux 7 CROSS en métropole et outre-mer, et aux 2 centres spécialisés de Papeete et Nouméa.
- ~ 34 navires de balisage et 32 centres sur le littoral.
- ~ 288 heures de vols de surveillances des émissions atmosphériques des navires de commerce.
- ~ Contrôler des activités maritimes grâce à un dispositif composé de 5 patrouilleurs, 26 unités littorales des affaires maritimes et 2 centres opérationnels, le centre national de surveillance des pêches (CNSP) et le centre d'appui au contrôle de l'environnement marin (CACEM).
- ~ Lutter contre les pollutions marines sur les littoraux, avec des centres POLMAR Terre répartis sur tout le littoral.

plus de
6 000
aides à la navigation (bouées,
phares, feux, balises, etc.)

plus de
30 000
contrôles des pêches par an
et plus de 10 000 contrôles
de l'environnement marin

plus de
52
kilomètres
de barrages flottants
contre les pollutions
sur le littoral

13 600
opérations de sauvetage en mer
par an impliquant 25 000 usagers



NAUTISME ET PLAISANCE

- ~ Encadrer et sécuriser les activités de plaisance et de loisir.
- ~ Développer la pratique de loisir et les activités professionnelles, dont le yachting.
- ~ Encourager la responsabilité écologique et énergétique des pratiques, des ports et des chantiers.
- ~ Simplifier les démarches en ligne « demarches-plaisance.gouv.fr »

80 000
titres de navigations
délivrés par an

462
ports de plaisance, disposant
de 220 000 places à l'année

100 000
permis plaisance, dans plus
de 1150 bateaux écoles

5
milliards de chiffre d'affaires,
impliquant 5 000 entreprises,
150 000 emplois et 15 millions
de pratiquants



FOCUS

NUMÉRIQUE, COMPÉTENCES ET PILOTAGE BUDGÉTAIRE AU SEIN DE LA DGAMPA

- ~ Gérer 2950 agents répartis sur tous les territoires et en outre-mer.
- ~ Une administration qui tire parti des nouvelles technologies (numérique, intelligence artificielle, drones, balisage virtuel, portails pour les usagers, etc.).
- ~ Des établissements publics sous tutelle dans le domaine de la gestion des aides économiques (FranceAgriMer), de la science (Ifremer), du régime social des marins (Enim) ou encore de la formation (École nationale supérieure maritime, lycées maritimes).

LA DGAMPA C'EST AUSSI :

100

applications
informatiques
métiers

16

établissements
publics sous tutelle

1

école
des affaires
maritimes

27

capitaineries de ports
décentralisés

30 000

contrôles des pêches par an
et plus de 10 000 contrôles
de l'environnement marin

150 000

navires de commerces transitent
dans les eaux sous juridiction
française par an et font l'objet
d'un suivi par les CROSS



DG AMPA

Cabinet

DG Adjoint

Directeur projet PFUE
Conseillers
Cheffe de cabinet

ENSAM

MISSION

Vie des services et ressources humaines

BUREAU

Pilotage des ressources effectifs

BUREAU

RH et logistique

MISSION

Budget et commande publique

BUREAU

Pilotage et ressources budgétaires

BUREAU

Gestion et commande publique

SOUS-DIRECTION

Numérique

BUREAU

Systèmes d'information de la pêche et de l'aquaculture

BUREAU

Maîtrise d'œuvre des projets informatiques

BUREAU

Gouvernance des projets

BUREAU

Hébergement des systèmes et de l'assistance informatique

BUREAU

Affaires générales de Saint-Malo

SERVICE

Pêche maritime et aquaculture durables

SOUS-DIRECTION

Aquaculture et économie des pêches

BUREAU

Aquaculture

BUREAU

Économie des pêches

BUREAU

Fonds européens et investissement

SOUS-DIRECTION

Ressources halieutiques

BUREAU

Gestion de la ressource

BUREAU

Affaires européennes et internationales

BUREAU

Appui scientifique et donnée

BUREAU

Contrôle des pêches

SERVICE

Flottes et marins

SOUS-DIRECTION

Gens de mer

BUREAU

Formation et emploi maritimes

BUREAU

Lycées professionnels maritimes

BUREAU

Travail maritime

BUREAU

Protection sociale des marins

BUREAU

Examens maritimes

BUREAU

Santé des gens de mer

SOUS-DIRECTION

Sécurité et transition écologique des navires

BUREAU

Transition écologique des navires

BUREAU

Sécurité des navires et innovation navale

BUREAU

Contrôles par l'État du port et environnementaux

MISSION

Flotte de commerce

Pôle juridique et international

Pôle économique

Guichet unique du registre international français

SERVICE

Espaces maritimes et littoraux

SOUS-DIRECTION

Planification maritime

SOUS-DIRECTION

Sauvetage, navigation et contrôle

BUREAU

Sauvetage et surveillance du trafic maritime et portuaire

BUREAU

Phares et balises

BUREAU

Dispositif de contrôle des affaires maritimes et de la protection du littoral

PNE POLMAR TERRE

BUREAU

Armement des phares et balises (SCN)

MISSION

Nautisme et plaisance

BUREAU

Encadrement, économie et transition écologique

BUREAU

Guichet unique fiscalité de la plaisance

SUIVEZ L'ACTUALITÉ DES POLITIQUES PUBLIQUES DE LA DGAMPA SUR :

www.mer.gouv.fr



GOUVERNEMENT

*Liberté
Égalité
Fraternité*